



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.1/45/L.41
31 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
PREMIERE COMMISSION
Point 48 de l'ordre du jour

NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS NUCLEAIRES

Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Brunéi Darussalam, Cameroun,
Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Fidji, Finlande, Iles
Salomon, Irlande, Islande, Japon, Malaisie, Nigéria, Norvège,
Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa,
Singapour, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Vanuatu et Zaïre :
projet de résolution

Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires

L'Assemblée générale.

Convaincue qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée,

Convaincue également qu'il faut donc mettre d'urgence un terme à la course aux armements nucléaires, assurer dans l'immédiat une réduction vérifiable des armes nucléaires et les éliminer à terme,

Convaincue en outre qu'il est indispensable que tous les Etats cessent à tout jamais les essais nucléaires dans tous les milieux pour empêcher la mise au point, le perfectionnement et la prolifération des armes nucléaires et contribuer, parallèlement aux autres efforts déployés pour réduire les armements nucléaires, à l'élimination définitive de ces armes,

Notant les inquiétudes exprimées au sujet des risques écologiques et sanitaires découlant des essais nucléaires souterrains,

Constatant qu'il y a eu accord, consacré par leur signature à Washington, le 1er juin 1990, sur les Protocoles de vérification du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la limitation des

essais nucléaires souterrains 1/, signé le 3 juillet 1974, et du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques 2/, signé le 28 mai 1976, et attendant avec intérêt la conclusion de tous les processus de ratification,

Se félicitant que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques continuent d'appliquer leur Traité sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée 3/, qu'ils soient convenus en principe de conclure un accord et qu'ils aient encore progressé dans la voie d'un premier traité sur des réductions importantes de leurs forces nucléaires stratégiques, et engageant instamment à la conclusion la plus rapide possible d'un traité de cette nature,

Rappelant le Document final sur la sécurité internationale et le désarmement adopté par la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Belgrade du 4 au 7 septembre 1989 4/,

Rappelant aussi les propositions des auteurs de l'Initiative des six nations 5/ visant à faire cesser les essais nucléaires,

Convaincue que le meilleur moyen de faire cesser à tout jamais tous les essais nucléaires de tous les Etats dans tous les milieux est de conclure sans tarder un traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui soit vérifiable et puisse recueillir l'adhésion de tous les Etats,

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément No 27 (A/9627), annexe II, document CCD/431.

2/ Annuaire des Nations Unies sur le désarmement, vol. I : 1976 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.IX.2), appendice III.

3/ Ibid., vol. 12 : 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.88.IX.2), appendice VII.

4/ Voir A/44/551-S/20870, annexe.

5/ Voir la Déclaration commune publiée le 22 mai 1984 par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède (A/39/277-S/16587, annexe; pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1984, document S/16587, annexe), réaffirmée dans la Déclaration de Delhi publiée le 28 janvier 1985 (A/40/114-S/16921, annexe; pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarantième année, Supplément de janvier, février et mars 1985, document S/16921, annexe), la Déclaration de Mexico publiée le 7 août 1986 (A/41/518-S/18277, annexe I), la Déclaration de Stockholm publiée le 21 janvier 1988 (A/43/125-S/19478, annexe) et la Déclaration publiée le 22 mai 1989 à l'occasion du cinquième anniversaire du lancement de l'Initiative des six nations (A/44/318-S/20689, annexe).

Réaffirmant les responsabilités particulières de la Conférence du désarmement dans la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et, à cet égard, se félicitant de la reconstitution, au sein de la Conférence du désarmement, d'un comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires,

Prenant note des travaux accomplis, dans le cadre de la Conférence du désarmement, par le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, et prenant note du déroulement du second essai technique concernant l'échange et l'analyse de données sismiques à l'échelle mondiale,

Notant qu'une conférence des Etats parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ^{6/} se tiendra en janvier 1991 pour examiner un amendement visant à étendre la portée du Traité pour y englober les essais nucléaires souterrains,

1. Réaffirme sa conviction qu'un traité permettant d'assurer à tout jamais l'interdiction de toutes les explosions nucléaires expérimentales par tous les Etats dans tous les milieux revêt la plus haute importance;

2. Prie instamment la Conférence du désarmement, pour qu'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires puisse être conclu à une date prochaine, de reconstituer le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires au début de la session de 1991, de manière à poursuivre les travaux entrepris par la Conférence en 1990, en se concentrant sur les questions de fond relatives aux aspects spécifiques et connexes de l'interdiction des essais, y compris la structure et la portée aussi bien que la vérification et le respect des obligations;

3. Prie instamment aussi la Conférence du désarmement :

a) De prendre en considération, à cet égard, les progrès réalisés par le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner les mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, notamment ses travaux sur l'échange régulier et l'utilisation des tracés sismiques, ainsi que les autres initiatives prises ou expériences menées dans ce domaine par des Etats et groupes d'Etats;

b) D'encourager les Etats à participer aussi largement que possible à l'essai technique en cours sur l'échange et l'analyse de données sismologiques à l'échelle mondiale;

c) D'entreprendre immédiatement de créer, avec la participation la plus large possible, un réseau international de surveillance sismique, en vue de renforcer un système permettant de suivre et vérifier l'application effective d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires;

^{6/} Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 480, No 6964.

d) D'envisager dans le détail d'autres moyens de suivre et vérifier l'application d'un traité de ce genre, notamment des inspections sur place et un réseau international de surveillance de la radioactivité atmosphérique;

4. Demande instamment que :

a) Les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier ceux qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants, conviennent promptement de mesures intérimaires appropriées, vérifiables et militairement importantes, en vue de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires;

b) Que les Etats dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait adhèrent au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau;

5. Demande à la Conférence du désarmement de lui présenter un rapport, à sa quarante-sixième session, sur les progrès accomplis;

6. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires".
